

«La crise du Covid-19 peut être une occasion historique pour le Maroc»

Hicham Alaoui, le cousin germain du roi Mohamed VI, observe depuis Rabat les réactions marocaines au coronavirus. Hostile au néolibéralisme, il plaide ici pour une rupture, par l'inclusion de la société dans de nouvelles initiatives économiques et sociales.



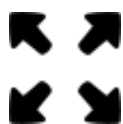
Cette crise sanitaire pourrait-elle être une opportunité à saisir ? - Reuters.

Par Hicham Alaoui, cousin du roi Mohamed VI, chercheur associé à l'Université de Harvard (USA)*
Le 3/05/2020 à 18:02

Au cours de ces vingt dernières années, je ne suis revenu que sporadiquement au Maroc pour rendre visite à ma famille et mes amis. J'y réside aujourd'hui sans limite de temps, jusqu'à ce que la pandémie de coronavirus prenne fin. J'observe ainsi de plus près les effets de la pandémie sur

mon pays natal comme un Marocain fier de son pays, mais aussi en tant que politologue, qui scrute les réactions de l'État – et tente d'analyser quelles nouvelles dynamiques sociales peuvent émerger de cette crise.

Officiellement, les mesures marocaines de confinement et d'atténuation ont été décrites comme un modèle de réactivité. Malgré la pénurie de tests et le non-rapatriement des Marocains de l'étranger, des ressources importantes ont pu être fournies aux hôpitaux. Des fonds d'urgence ont été débloqués pour soutenir l'économie. Les forces militaires et de sécurité ont appliqué des politiques strictes de mise en quarantaine et de confinement. Bien que les taux d'infection soient parmi les plus élevés d'Afrique, les décès dus au Covid-19 restent relativement bas, une réalité dont tous les Marocains peuvent être reconnaissants.



en crise dans un avenir proche.
Une grande partie de la main-d'œuvre du pays travaille dans le secteur informel, conséquence d'un néolibéralisme sans entraves, qui n'a produit aucun effet d'entraînement en raison de la faiblesse de l'Etat de droit. Sans réduction significative des inégalités, les traitements efficaces contre le Covid-19 ne seront ainsi d'aucun secours pour la majeure partie de la population. En tant que Marocains, nous n'avons qu'à observer la situation du Rif – dans cette région, les carences accumulées ont entraîné une révolte sociale – pour entrevoir les dangers qui nous attendent.

Dans le contexte de cette crise, de nombreux Marocains ont mis de côté leurs griefs et ont renforcé leur confiance en l'État.
Politiquement, les Marocains ne vivent pas dans un contexte d'extrême polarisation comme d'autres citoyens du Maghreb. Certes, le Maroc n'a pas le système démocratique de la Tunisie, où les institutions électorales maintiennent les choses en place.

avenir où la gouvernance peut être améliorée, où les déficiences passées peuvent être compensées et nous permettre d'être mieux préparés face aux futures menaces. Ceci ne remplace en aucun cas un véritable pluralisme, mais peut néanmoins en faciliter l'apparition.

Vers l'autosuffisance et de nouveaux modes de production

Récemment, le roi Mohammed VI a déclaré que le paradigme du développement économique en vigueur a échoué. Nous avons maintenant une possibilité pour pallier cet échec, suivant le proverbe chinois qui soutient que chaque crise s'accompagne d'opportunités. Nous devons nous préparer à de nouvelles épreuves suite à la pandémie, lesquelles s'inscriront durablement dans le temps. Pour ne citer que quelques exemples, les envois de fonds de l'étranger, longtemps une ressource vitale d'économie diminueront, car les Marocains à l'étranger garderont probablement

leur argent auprès d'eux. Le secteur du tourisme mettra de nombreuses années à se reprendre. Mais le Maroc peut également profiter des perturbations de la chaîne d'approvisionnement mondiale pour s'ouvrir à de nouveaux modes de production. L'autosuffisance et les dépenses sociales doivent devenir des priorités.

Dans ce contexte, il est crucial de ne pas simplement modifier le modèle néolibéral en faveur d'un autre plan monarchique clé en main. Il ne s'agit pas seulement d'évaluer les idées qui soutiennent le développement national, mais de mettre l'accent sur le processus qui permet à ces idées de se concrétiser. Les ruptures majeures qui permettent une telle introspection sont rares au Maroc. Une première rupture est arrivée après le décès de mon oncle, le roi Hassan II, en 1999. Une seconde rupture est intervenue avec le Printemps arabe en 2011. Nous assistons aujourd'hui à une nouvelle rupture, qui peut permettre à

l'ensemble de la société marocaine,
unie par un traumatisme et des
frustrations communes, de
prendre du recul.

La participation plutôt que l'imposition

Ce processus ne sera pas aisé. De nombreux Marocains ont perdu toute confiance dans l'engagement politique après trop de promesses de réformes manquées.

L'impulsion du Printemps arabe qui exigeait le droit à la parole et à la dignité sera toujours plus présente. Les nouvelles initiatives économiques et sociales devront ainsi être formulées en étroite concertation avec la société, à travers des délibérations inclusives qui favorisent la participation plutôt que l'imposition par le haut.

L'État doit éviter de succomber à l'énorme tentation d'alimenter le faux patriotisme ou de renforcer son élan autoritaire en transformant la pandémie en question sécuritaire. Par ailleurs, les technologies de surveillance

utilisées pour assurer la distanciation sociale ne devraient pas être réutilisées pour supprimer la mobilisation politique, comme c'est le cas en Russie et en Chine. Beaucoup ont supposé, à tort, que les autocraties étaient mieux outillées pour affronter la crise actuelle en comparant la Chine aux États-Unis. Il s'agit d'une fausse dichotomie. Pour chaque exemple de gestion à la chinoise de la crise, il existe des démocraties prospères comme la Corée du Sud et Taïwan qui ont su mieux gérer la crise, grâce à une coordination étroite entre l'État et la société, non pas en s'appuyant sur l'armée ou la police, mais plutôt sur la confiance, la transparence et l'engagement des citoyens. En somme, une autre occasion historique se présente pour le Maroc, ne la manquons pas.

(*) Esprit libre, certains ont surnommé Hicham Alaoui « le prince rouge » en raison de son combat en faveur d'une monarchie parlementaire qui mena à des tensions avec le Palais.

Regard sur le Maroc d'un «prince rouge» confiné à Rabat

Mis en ligne le 3/05/2020 à 18:01

Par **Baudouin Loos (/3381/dpi-authors/ baudouin-loos)**

L'homme dont nous publions une carte blanche s'appelle Hicham Alaoui. Il est le cousin germain du roi du Maroc. Et s'est taillé une réputation d'esprit libre.



Hicham Alaoui, prince et esprit libre. - Sophie Parc.

Le Maroc fait face à la pandémie mondiale du Covid-19 avec, jusqu'ici, une efficacité remarquée. Les chiffres de 4.880 cas détectés et 174 décès, arrêtés ce week-end, montrent que les mesures prises avec célérité

portent leurs fruits. La population suit en général les règles strictes de confinement et même de couvre-feu. Pourtant, chassez le naturel, il revient au galop : les autorités vont bientôt faire voter une loi, dite « 22.20 », qui concerne les réseaux sociaux. Promptement rebaptisé « loi-muselière » sur les réseaux visés, ce texte n'est pas public mais les fuites évoquent, comme l'explique sur le site fr.hespress.com le professeur Omar Cherkaoui, « un véritable massacre des droits de l'homme. Il comprend 25 articles, dont 22 articles qui prévoient des sanctions administratives, des peines d'emprisonnement et des amendes financières ».

C'est que le Maroc reste une démocratie en trompe-l'œil, dominée par un roi omnipotent, Mohamed VI, qui plus est « Commandeur des croyants ». On peut parler de régime autoritaire. Le souverain, qui contrôle une partie de l'économie, n'a guère d'inclination ni pour la politique ni pour la religion, et il confie la gestion du pays au

gouvernement pour les affaires courantes et à son cabinet personnel, des amis en qui il a une confiance absolue, pour le reste.

L'existence de contre-pouvoirs n'est pas souhaitée à Rabat. La presse, malmenée, doit se contenter de rester aux ordres sauf quelques publications en ligne. Alors les voix qui osent dire les choses se font rares, c'est bien le but. Parmi elles, on trouve depuis longtemps Hicham Alaoui, cousin germain du roi. Né en 1964, c'est un intellectuel qui a écumé les universités américaines, Princeton, Stanford et maintenant Harvard. Ses écrits appellent à une démocratisation du régime marocain via une monarchie parlementaire. Son avis, répercuté par divers médias dont *Le Monde diplomatique*, a créé de réelles tensions avec le Palais. Mais il en faut plus pour démonter celui que d'aucuns ont surnommé « le prince rouge ».



Cet article réservé aux abonnés est exceptionnellement en accès libre

Abonnez-vous maintenant et accédez à l'ensemble des contenus numériques du Soir : les articles exclusifs, les dossiers, les archives, le journal numérique...

7,5€/mois

pendant 6 mois

J'en profite (<https://espace-abonnement.lesoir.be/>)

Déjà abonné? [Je me connecte](#)

([https://login.lesoir.be/html/login?](https://login.lesoir.be/html/login?unitId=LS_ena_prod&returnPage=http%3A%2F%2Fplus.lesoir.be%2F287400%2Farticle%203-16%2Fcarte-blanche-coronavirus-peut-encore-faire-du-sport)

[unitId=LS_ena_prod&returnPage=http%3A%2F%2Fplus.lesoir.be%2F287400%2Farticle%203-16%2Fcarte-blanche-coronavirus-peut-encore-faire-du-sport](https://login.lesoir.be/html/login?unitId=LS_ena_prod&returnPage=http%3A%2F%2Fplus.lesoir.be%2F287400%2Farticle%203-16%2Fcarte-blanche-coronavirus-peut-encore-faire-du-sport))